



Projet de construction d'un bâtiment d'activité logistique à Petit-Couronne (76)



DEMANDE D'ENREGISTREMENT au titre des installations classées pour la protection de l'environnement



Compatibilité du projet avec les documents de planification des milieux



Décembre 2022

Siège social

1 rue de la Lisière - BP 40110
67403 ILLKIRCH Cedex - FRANCE
Tél : 03 88 67 55 55



OTE INGÉNIERIE
des compétences au service de vos projets

Agence de Metz

1 bis rue de Courcelles
57070 METZ - FRANCE
Tél : 03 87 21 08 79

	DATE	DESCRIPTION	REDACTION/VERIFICATION			APPROBATION	N° AFFAIRE : 22010243	Page : 2/15
0	12/2022	Enregistrement ICPE	OTE	M.BUTELLE	MB	LiG		

Sommaire

Sommaire	3
1. Les documents de planification	4
2. Compatibilité du projet avec les documents	6
2.1. Le SDAGE Seine et cours d'eau côtiers normands	6
2.1.1. Présentation du SDAGE	6
2.2. Le plan national de prévention des déchets	7
2.3. Le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets de Normandie	8
2.4. Plan de protection de l'atmosphère de Haute Normandie	11
2.4.1. PPA en vigueur	11
2.4.2. Révision du PPA	13
3. Synthèse sur la compatibilité avec les documents de planification des milieux	15

1. Les documents de planification

Conformément à l'article R 512-46-4 du Code de l'Environnement la présente demande comporte les éléments permettant d'apprécier la compatibilité du projet avec les plans, schémas et programmes mentionnés aux 4°, 5°, 17° à 20°, 23° et 24° du tableau du I de l'article R. 122-17 ainsi qu'avec les mesures fixées par l'arrêté prévu à l'article R. 222-36 du même code.

Aussi, la compatibilité avec les documents suivants doit donc être traitée :

- le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) ;
- le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) ;
- le Schéma Régional des Carrières ;
- le Plan national de prévention des déchets ;
- le Plan national de prévention et de gestion de certaines catégories de déchets ;
- le Plan régional de prévention et de gestion des déchets ;
- le Programme d'Actions national pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- le Programme d'Actions régional pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- le Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA).

Parmi ces plans, schémas et programmes, certains n'ont pas besoin d'être mis en compatibilité avec le projet de la société VGP puisqu'ils ne visent aucunement les activités projetées sur le site, ou alors ne concernent pas le secteur d'étude.

Aussi, le tableau page suivante précise quels sont les plans, schémas et programmes concernés par le projet et devant faire l'objet d'une analyse de la compatibilité avec ce dernier.

Tableau n° 1 : Plans, schémas et programmes concernés par le projet de la société VGP Park Rouen 1

Plans, schémas et programmes devant faire l'objet d'une mise en compatibilité	Projet concerné ou non par le plan, schéma ou programme	Justification de la non-sélection d'un plan, schéma ou programme
Schéma Directeur d'Aménagement de et de Gestion des Eaux (SDAGE)	OUI	
Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE)	NON	La commune de Petit-Couronne n'est concernée par aucun SAGE
Schéma Régional des carrières	NON	Le projet ne concerne pas la réalisation d'une carrière
Plan national de prévention des déchets	OUI	
Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD)	OUI	
Plan Départemental de Gestion des Déchets du BTP (PDGDBTP)	NON	Le projet ne consiste pas en un projet du BTP
Programme d'Actions national pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole	NON	Le projet ne consiste pas en un projet agricole
Programme d'Actions régional pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole	NON	
Plan de Protection de l'Atmosphère	OUI	

2. Compatibilité du projet avec les documents

2.1. Le SDAGE Seine et cours d'eau côtiers normands

2.1.1. Présentation du SDAGE

La commune de Petit-Couronne est inscrite dans le périmètre du **SDAGE Seine – Normandie**.

Le SDAGE est un document de planification qui fixe, pour une période de 6 ans, les objectifs environnementaux à atteindre ainsi que les orientations de travail et les dispositions à prendre pour les atteindre et assurer une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau. Ce schéma est élaboré par le comité de bassin et arrêté par le préfet coordonnateur de bassin.

Pour répondre à la législation européenne et nationale, un premier SDAGE a été mis en œuvre de 2010 à 2015 pour le premier cycle de gestion. Une révision de ce plan a été réalisée, second cycle de gestion pour la période 2016-2021 puis une deuxième révision de celui-ci a été réalisée et s'applique pour la période de 2022-2027.

Les orientations fondamentales du SDAGE pour une gestion équilibrée de la ressource en eau répondent aux principaux enjeux identifiés à l'issue de l'état des lieux sur le bassin.

Les 4 enjeux identifiés sont les suivants :

1. Protéger la santé et l'environnement – améliorer la qualité de l'eau et des milieux aquatiques ;
2. Anticiper les situations de crise, inondation et sécheresse ;
3. Renforcer, développer et pérenniser les politiques de gestion locale ;
4. Favoriser un financement ambitieux et équilibré.

Pour répondre à ces enjeux, il existe 5 orientations fondamentales qui sont reprises dans le tableau ci-dessous.

Tableau n° 2 : Orientations du SDAGE Seine et cours d'eau côtiers normands 2022 – 2027

N°	Intitulé	Compatibilité
Orientation 1	Pour un territoire vivant et résilient : des rivières fonctionnelles, des milieux humides préservés et une biodiversité en lien avec l'eau restaurée	Le projet s'implante sur un site ayant connu une installation polluante (Raffinerie de PETROPLUS) et ayant fait l'objet de mesure de gestion. Ce projet ne consommera donc pas d'espaces pouvant être colonisés par des espèces d'intérêt.
Orientation 2	Réduire les pollutions diffuses en particulier sur les aires d'alimentation de captages en eau potable	Le site n'est pas concerné par un périmètre de protection de captage d'eau potable.
Orientation 3	Pour un territoire sain : réduire les pressions ponctuelles	Compte tenu des activités de la société VGP Park Rouen 1, le site ne sera pas à l'origine de pollution. Les eaux pluviales de voiries susceptibles d'être polluées seront traitées avant rejet.
Orientation 4	Pour un territoire préparé : assurer la résilience des territoires et une gestion équilibrée de la ressource en eau face aux enjeux du changement climatique	L'eau sera principalement utilisée pour les besoins sanitaires et domestiques des salariés et dans une moindre mesure pour le nettoyage des locaux. Aucun forage ne sera réalisé dans le cadre du projet.
Orientation 5	Agir du bassin à la côte pour protéger et restaurer la mer et le littoral	Non concerné.

Source : Extrait du SDAGE du bassin de la Seine et des Cours d'eau Côtiers normands 2022-2027

Conclusion – conformité avec le SDAGE

Le projet de la société VGP Park Rouen 1, prend en compte l'ensemble des enjeux relatifs aux objectifs définis dans le SDAGE Seine-Normandie et sont ainsi compatibles avec le SDAGE.

2.2. Le plan national de prévention des déchets

Le Plan national de prévention des déchets a été approuvé par un arrêté ministériel en date du 18 août 2014. Ce dernier couvre la période 2014-2020 et se donne comme ambition de rompre progressivement le lien entre la croissance économique et la production de déchets. Son élaboration s'est inscrite dans le contexte de la directive-cadre européenne sur les déchets (directive 2008/98/CE du 19 novembre 2008), qui prévoit dans son article 29 une obligation pour chaque État membre de l'Union européenne de mettre en œuvre des programmes de prévention des déchets, en examinant un certain nombre de types d'actions (listés dans l'Annexe IV de cette directive) pour déterminer la pertinence de les mettre en œuvre, et d'évaluer périodiquement ces plans nationaux.

Le présent plan national de prévention des déchets 2014-2020 cible toutes les catégories de déchets (déchets minéraux, déchets dangereux, déchets non dangereux non minéraux), de tous les acteurs économiques (déchets des

ménages, déchets des entreprises privées de biens et de services publics, déchets des administrations publiques). En effet, de nombreuses actions de prévention impliquent que se rencontrent des alternatives initiées tant par les acteurs économiques, que par les organisations non gouvernementales, la société civile et les pouvoirs publics. Nombreuses actions de prévention des déchets impliquent des modifications de comportement qui doivent, pour être effectifs, s'inscrire dans la durée.

Le plan national de prévention des déchets 2014-2020 fixe trois objectifs principaux à l'horizon 2020 :

- Réduction de 7% des déchets ménagers et assimilés produits par l'habitant :

Sans objet

- Au minimum, une stabilisation des déchets d'activités économiques produits :

L'implantation et l'exploitation de l'établissement projeté ne sera pas à l'origine d'une production significative de déchets. Le tri et le respect des filières spécifiques des déchets permettent de gérer au mieux cet aspect.

- Au minimum, une stabilisation des déchets du BTP produits :

Sans objet, en phase exploitation. Lors de la construction de l'entrepôt, la société VGP Park Rouen 1 s'assurera de choisir des entreprises qualifiées et qui privilégie le réemploi ou la valorisation des déchets, ce notamment dans le cadre de la démarche de certification environnementale du bâtiment qui imposera des critères de réduction et de revalorisation des déchets produits en phase chantier.

Conclusion – conformité avec le Plan National de Prévention des Déchets

D'après l'ensemble de ces éléments, il apparaît que le projet est compatible avec le Plan National de Prévention des Déchets.

2.3. Le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets de Normandie

Depuis la loi NOTRe (Nouvelle Organisation Territoriale de la République) adoptée le 7 août 2015, la Région est compétente pour établir le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPDG). Ainsi, elle doit coordonner à l'échelle régionale les actions entreprises par l'ensemble des parties prenantes concernées par la prévention et la gestion des déchets (décret du 17 juin 2016).

La Région Normandie a adopté le Plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD) lors de l'assemblée plénière du 15 octobre 2018.

Son chantier d'élaboration a associé, dans un souci de concertation et de transparence, l'ensemble des acteurs normands (Etat, collectivités, professionnels, entreprises, associations...).

Le PRPGD couvre l'ensemble du territoire normand : La Manche, l'Orne, le Calvados, l'Eure et la Seine-Maritime.

Le PRPGD doit réaliser une planification à 6 et 12 ans de la gestion des déchets. L'année de référence pour le PRPGD Normandie étant l'année 2015, la planification a donc été réalisée pour les années 2021 (6 ans) et 2027 (12 ans).

L'article R.541-15 du Code de l'Environnement précise le périmètre technique du PRPGD : « *Le plan régional de prévention et de gestion des déchets concerne l'ensemble des déchets suivants, qu'ils soient dangereux, non dangereux non inertes ou non dangereux inertes :*

- 1. Les déchets produits dans la région par les ménages, les activités économiques, les collectivités, les administrations ;*
- 2. Les déchets gérés dans la région : collectés ou traités dans une installation de collecte ou de traitement de déchets, utilisés dans une installation de production en substitution de matière première, dans une installation de production d'énergie, dans une carrière ou dans la construction d'ouvrages de travaux publics en substitution de matière première ;*
- 3. Les déchets importés pour être gérés dans la région, exportés pour être gérés hors de la région. »*

Le PRPGD concerne toutes les catégories de déchets, hors nucléaire et militaire : les déchets dangereux, ménagers, organiques, économiques (dont ceux issus du BTP).

Le PRPGD a pour objet de coordonner à l'échelle régionale les actions entreprises par l'ensemble des parties prenantes concernées par la prévention et la gestion des déchets en vue d'assurer notamment la réalisation des objectifs suivants (article L.541-1 du code de l'environnement) :

- Donner la priorité à la prévention et à la réduction de la production de déchets, même si la Région ne possède pas la compétence « collecte et gestion des déchets », elle compte sur la mobilisation des EPCI, indispensable pour assoir les mesures inscrites dans le Plan.

Le projet ne sera pas à l'origine d'une production de déchets significative.

- De mettre en œuvre la hiérarchie des modes de traitement des déchets, consistant à privilégier dans l'ordre :
 1. La préparation en vue de la réutilisation ;
 2. Le réemploi et la réutilisation ;
 3. Le recyclage ;
 4. Toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
 5. L'élimination.

Le projet ne sera pas à l'origine d'une production significative de déchets, la société VGP Park Rouen 1 sensibilisera ses locataires à la limitation de la production de déchets. Les palettes encore utilisables seront réutilisées au maximum. Les palettes usagées seront envoyées vers des filières de traitement adaptées et de préférence vers des installations de valorisation.

- D'organiser le transport des déchets de façon à le limiter en distance et en volume selon le principe de proximité, l'organisation de la gestion des déchets sans mettre en danger la santé humaine et sans nuire à l'environnement et le respect du principe d'autosuffisance restent d'actualité.

Les prestataires de collecte des déchets seront choisis selon le principe de proximité.

- Réduire de 10% des quantités de déchets ménagers et assimilés produits par habitant et la réduction des quantités de déchets d'activités économiques, notamment de ceux issus du secteur du bâtiment et des travaux publics, d'ici 2020 (par rapport à 2010).

La société VGP PARK Rouen 1 veillera à ce que ses locataires sensibilisent leurs employés à la lutte contre le gaspillage alimentaires et à la réduction de la production de déchets d'activités économiques.

- Faire progresser le tri à la source des déchets organiques pour le service public, jusqu'à sa généralisation pour tous les producteurs de déchets d'ici à 2025.

Les employés des locataires seront sensibilisés au tri des déchets.

- Augmenter la quantité de déchets valorisés sous forme de matière, notamment organique, en orientant vers ces filières de valorisation 55% en masse des déchets non dangereux non inertes en 2020 et 65% en masse en 2025.

Cet axe concerne d'avantage les acteurs de traitement des déchets.

- Etendre les consignes de tri à l'ensemble des emballages plastiques avant 2022.

Cet axe concerne principalement les acteurs publics et de collecte des déchets.

- Valoriser sous forme de matière de 70% des déchets du secteur du bâtiment et des travaux publics en 2020.

Sans objet, en phase exploitation. Lors de la construction de l'entrepôt, la société VGP Park Rouen 1 s'assurera de choisir des entreprises qualifiées et qui privilégie le réemploi ou la valorisation des déchets, ce notamment dans le cadre de la démarche de certification environnementale du bâtiment qui imposera des critères de réduction et de revalorisation des déchets produits en phase chantier.

- Réduire de 30% des quantités de déchets non dangereux non inertes admis en installation de stockage en 2020 et de 50% en 2025 (par rapport à 2010) ;

Les produits non dangereux et non inertes produits au sein du site seront principalement envoyés vers des filières de retraitement ou de valorisation.

- Faire progresser la tarification incitative : avec un objectif national de 15 millions d'habitants en 2020 et 25 millions en 2025.

Cet axe concerne principalement les acteurs publics.

L'ensemble des flux de déchets générés par l'exploitation du site sera pris en charge par l'intermédiaire de filières adaptées et de prestataires spécialisés.

Au regard de ces éléments, il apparaît que la gestion des déchets menée par la société VGP Park Rouen 1 sur le site de Petit Couronne sera conforme au Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets de la région Normandie.

2.4. Plan de protection de l'atmosphère de Haute Normandie

2.4.1. PPA en vigueur

Les Plans de Protection de l'Atmosphère (PPA) visent à améliorer la qualité de l'air pour les territoires où elle serait particulièrement dégradée. L'objectif : abaisser la concentration en polluants atmosphériques en dessous des valeurs limites fixées par la loi (ou l'OMS). Les PPA ont été instaurés par la loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie (LAURE).

L'ancienne région Haute-Normandie a pris le parti de réaliser un Plan de Protection de l'Atmosphère interdépartemental, approuvé par arrêté préfectoral du 30 janvier 2014.

L'application du PPA tend à retrouver des valeurs en dessous des seuils ; elle se réalise à travers des mesures temporaires ou permanentes pouvant concerner le fonctionnement et l'exploitation de certaines catégories d'installations, l'utilisation des véhicules, le contrôle des émissions polluantes...

Les PPA poursuivent trois objectifs fondamentaux :

- assurer une qualité de l'air conforme aux objectifs réglementaires
- protéger la santé publique
- préserver la qualité de vie en Haute-Normandie

Pour mieux définir ces objectifs et mesurer les progrès atteints, des objectifs de performance ont été fixés :

- En matière de qualité de l'air : Respecter les valeurs limites réglementaires et les objectifs de qualité fixés par la réglementation.
- En matière de santé publique :
- Éliminer l'exposition aux dépassements d'ici 2015 (conséquence du respect des objectifs en matière de qualité de l'air) ;

- Réduire l'exposition globale aux PM10 de 5% d'ici 2015 ;
- Réduire l'exposition globale aux PM2,5 (particules très fines, inférieures à 2,5 microns) de 10% d'ici 2020.
- En matière de qualité de vie : Contribuer aux atteintes des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre en cohérence avec les objectifs SRCAE : Réduction de 20 % à l'horizon 2020 des émissions de gaz à effet de serre par rapport à 2005.

Le projet visant à la construction d'un entrepôt, celui-ci ne sera pas à l'origine d'émissions significative de polluants. Les seules émissions seront liées à la chaufferie et aux véhicules à moteur.

Le projet de la société VGP Park Rouen1 génèrera un trafic estimé de :

- 200 mouvements de PL/jour en moyenne ;
- 250 mouvements VL/jour en moyenne.

Les véhicules du personnel accèderont directement aux zones de stationnement dédiées, situées en partie Est de l'établissement. Ces véhicules seront évidemment à l'arrêt pendant la durée du poste de travail (8h). La société VGP sensibilisera son/ses locataire(s) à ce que les employés du site utilisent prioritairement les modes de transports doux et le covoiturage.

NOTA : les solutions de mobilités douces sont particulièrement mises en avant car disponibles sur le site (ligne de bus à Petit-Couronne, voies piétonnes et cyclables aménagées jusqu'au projet...)

Les émissions des véhicules respecteront les prescriptions de la directive n°88/77/CEE du 3 septembre 1977 concernant les émissions de gaz polluants provenant des moteurs diesel destinés à leur propulsion, ainsi que les normes de l'Union Technique de l'Automobile, du motocycle et du Cycle (UTAC), à savoir :

- NOx = 7 g/kWh ;
- CO = 4,9 g/kWh ;
- Particules = 0,4 g/kWh.

Les véhicules poids lourds auront pour consigne de couper leur moteur une fois mis à quai, limitant la durée d'émission des moteurs à une dizaine de minutes sur le site : arrivée sur site → attente au poste de garde → circulation vers le quai concerné → arrêt du moteur (idem en sens inverse après la fin du chargement).

La vitesse des véhicules sera par ailleurs limitée à 15 km/h sur l'ensemble du site.

Ainsi il apparaît que le projet de la société VGP Park Rouen 1 soit en parfaite compatibilité avec le Plan de Protection de l'Atmosphère de Haute-Normandie.

2.4.2. Révision du PPA

Une révision du Plan de Prévention de l'Atmosphère de Normandie est actuellement en cours.

Après finalisation des fiches actions au cours du second semestre 2021 puis validation par les parties prenantes au 1er trimestre 2022, le PPA est actuellement en consultation :

- Avis des CODERST de l'Eure et de Seine maritime en juin 2022
- Avis de l'autorité environnementale attendu pour début septembre 2022 au plus tard
- Consultation pendant 3 mois des collectivités de Normandie (communes concernées par le périmètre, conseils départementaux de l'Eure et de Seine-Maritime, Région).
- Consultation des autres membres du comité de pilotage du PPA

Une enquête publique sera organisée à l'automne après le retour des différents avis.

Le PPA devrait pouvoir être adopté en tout début d'année 2023 pour une durée de 5 ans.

Compte tenu de ces éléments, il est proposé une analyse de la conformité à la révision du plan de protection de l'atmosphère de Normandie.

Axes	Actions	Justification de la conformité
Transports	Instaurer des plans de mobilité simplifiés dans tous les EPCI qui n'ont pas de plans similaires et assurer leur bonne articulation avec les actions des entreprises et administrations	Cet aspect concerne principalement les acteurs publics
	Inciter les particuliers, les entreprises et les collectivités à améliorer le niveau Crit'Air de leurs véhicules (viser le niveau 1)	Les camions se rendant sur le site font l'objet de vérifications régulières permettant de limiter les émissions atmosphériques
	Inciter les entreprises ainsi que les administrations (non obligées) à réaliser un Plan de Mobilité Employeurs	La société VGP PARK Rouen 1 incitera les locataires à mettre en place un Plan de Mobilité employeurs
Industrie	Inciter les entreprises notamment les PME et PMI à réaliser des diagnostics environnementaux afin qu'elles soient accompagnées sur le plan technique et financier pour réduire leurs émissions de polluants atmosphériques	Dans le cadre de la démarche de certification environnementale BREEAM, le bâtiment de VGP Park Rouen 1 fera l'objet de différentes études dont certaines ayant pour but de réduire les émissions de polluants atmosphériques concernant la construction et l'usage du bâtiment. Par ailleurs, VGP PARK Rouen 1 incitera les

		locataires à réaliser des diagnostics environnementaux concernant leur exploitation.
Logistiques portuaires/Grands ports maritimes	Développer le réseau de bornes électriques dans les ports et systématiser leur utilisation – Maritime	Non concerné, cet aspect concerne les activités portuaires
	Développer le réseau de bornes électriques dans les ports et systématiser leur utilisation – Fluvial	Non concerné, cet aspect concerne les gestionnaires de quais
	Poursuivre le programme ESI	Non concerné. Cet aspect concerne le trafic maritime.
Résidentiel-tertiaire	Orienter les citoyens vers le guichet unique des aides allouées à la rénovation énergétique pour favoriser la réduction des émissions par foyer	Non concerné cet aspect concerne les acteurs publics et les habitants
Mesures intersectorielles	Identifier et promouvoir une série d'écogestes que chaque citoyen peut mettre en œuvre pour réduire les émissions polluantes dans sa vie quotidienne	Non concerné cet aspect concerne les acteurs publics et les habitants
	Favoriser le report multimodal (ferroviaire et fluvial) pour le transport des marchandises	La société VGP Park Rouen 1 incitera ses locataires à l'utilisation des solutions de report multimodal existantes ferroviaire ou fluvial par la proximité immédiate de la Seine.
	Sensibiliser les collectivités à la notion d'"urbanisme favorable à la santé" en matière de pollution atmosphérique et les doter d'une boîte à outils pour répondre à ces enjeux	Non concerné cet aspect concerne les acteurs publics
	Assurer une pleine articulation des plans et programmes comportant un volet air	Non concerné cet aspect concerne les acteurs publics

Au vu des éléments présentés ci-dessous, le projet est conforme à la révision du plan de protection de l'atmosphère de Normandie.

3. Synthèse sur la compatibilité avec les documents de planification des milieux

Tableau n° 3 : Synthèse sur la compatibilité de l'installation de la société VGP Park Rouen 1 avec les documents de planification des milieux

Plans, schémas et programmes devant faire l'objet d'une mise en compatibilité	Compatibilité avec l'installation
Schéma Directeur d'Aménagement de et de Gestion des Eaux (SDAGE)	OUI
Plan national de prévention des déchets	OUI
Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD)	OUI
Plan de Protection de l'Atmosphère	OUI